

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205
06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
75	55	20

N° de la séance : 01

Objet de la délibération: Service des
Assemblées - Procès verbal du Conseil du
17 décembre 2018

<input checked="" type="checkbox"/> Original <input type="checkbox"/> Expédition certifiée conforme à l'original Pour le Président, Le Directeur Général des Services Stéphane PINTRE
--

N° Enregistrement : CC.2019.001

Date de la convocation :
Le 05/02/2019

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **21 FEV. 2019**

de la réception s/Préfecture
en date du **21 FEV. 2019**

Pour le Président,
La Responsable de Service


Corinne PAVAN-SANTAINÉ

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 11 février 2019

L'an deux mil dix-neuf et le 11 février à 17h, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Maison des Associations – 288, Chemin de Saint Claude à Antibes en session ordinaire du mois de février, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Lionnel LUCA, Christophe ETORE, Guilaine DEBRAS, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Jean-Pierre MASCARELLI, Marguerite BLAZY, Roger CRESP, Dominique TRABAUD, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Jean-Paul ARNAUD, Richard THIERY, Claude BERENGER, René TRASTOUR, Joseph VALETTE, Thérèse ROUAZE, Robert CREPIN, Christine SYLVESTRE, Michèle MURATORE, Marie-Claude MOITRY, Patrick DULBECCO, Jacques GENTE, Angèle MURATORI, Guy GIRAUD, Colette ZALMA, Marie BENASSAYAG, Anne-Marie BOUSQUET, Bernard MONIER, Claudine MAURY, Cléa PUGNAIRE, Thérèse DARTOIS, Yves DAHAN, Marina LONVIS, Anne-Marie DUMONT, Afrim KACA, Marc DAUNIS, Simone TORRES-FORET DODELIN, Jean-Pierre DERMIT, Michel VIANO, Serge AMAR, Martine BONNEAU, Martine SAVALLI, Nathalie DEPETRIS, Elisabeth PILLARD, Khéra BADAoui

PROCURATIONS :

Henri GANNARD à Michelle SALUCKI, Patrick CHAGNEAU à Guilaine DEBRAS, Audouin RAMBAUD à Jacques GENTE, Eric DUPLAY à Serge AMAR, Michel BERTRAND à Michel VIANO, Abderrazak SALOUH à Elisabeth PILLARD, Laurent COLLIN à Lionnel LUCA

ABSENTS :

André-Luc SEITHER, Elisabeth JANIN, Nadine GASTAUD, Albert CALAMUSO, Béatrice VIGNOLO, Françoise THOMEL, Valérie TIERAN-GNONI, Barbara LANCE, Patrice COLOMB-PONTOIRE, Déborah MINEI, Anne CHEVALIER, Matthieu GILLI, Lionel TIVOLI

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Madame Khéra BADAoui, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Monsieur LEONETTI,

Je vous invite à vous prononcer sur le procès-verbal de la séance du Conseil Communautaire du lundi 17 décembre 2018.

Je vous propose d'approuver le procès-verbal de la séance du Conseil Communautaire du lundi 17 décembre 2018.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, APPROUVE le procès-verbal de la séance du Conseil Communautaire du lundi 17 décembre 2018.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 11 février 2019
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI

REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES
ARRONDISSEMENT DE GRASSE



PROCES-VERBAL DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
SEANCE ORDINAIRE DU JEUDI 17 DECEMBRE 2018

ANTIBES, LE BAR-SUR-LOUP, BEZAUDUN-LES-ALPES, BIOT, BOUYON, CAUSSOLS, CHATEAUNEUF,
CIPIERES, LA COLLE-SUR-LOUP, CONSEGUDES, COURMES, COURSEGOULES, LES FERRES, GOURDON,
GREOLIERES, OPIO, ROQUEFORT-LES-PINS, LA ROQUE-EN-PROVENCE, LE ROURET, SAINT-PAUL-DE-
VENCE, TOURRETTES-SUR-LOUP, VALBONNE, VALLAURIS GOLFE-JUAN, VILLENEUVE-LOUBET

La séance est ouverte à 17h25.

Le conseil communautaire s'est réuni le dix-sept décembre deux mille dix-huit, en séance publique, Maison des associations, 288, chemin de Saint-Claude à Antibes, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, président de la communauté d'agglomération Sophia Antipolis, maire de la Ville d'Antibes.

Monsieur le Président – Mes chers collègues, nous allons commencer la séance par l'appel nominal habituel.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Lionnel LUCA, Christophe ETORE, Guilaine DEBRAS, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Jean-Pierre MASCARELLI, Marguerite BLAZY, Roger CRESP, Dominique TRABAUD, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, René TRASTOUR, Joseph VALETTE, Robert CREPIN, Henri GANNARD, Michèle MURATORE, Marie-Claude MOITRY, Jacques GENTE, Guy GIRAUD, Colette ZALMA, Marie BENASSAYAG, Elisabeth JANIN, Anne-Marie BOUSQUET, Claudine MAURY, Thérèse DARTOIS, Albert CALAMUSO, Patrick CHAGNEAU, Yves DAHAN, Anne-Marie DUMONT, Simone TORRES-FORET DODELIN, Jean-Pierre DERMIT, Michel VIANO, Eric DUPLAY, Serge AMAR, Martine BONNEAU, Michel BERTRAND, Béatrice VIGNOLO, Abderrazak SALOUH, Françoise THOMEL, Nathalie DEPETRIS, Elisabeth PILLARD, Laurent COLLIN, Déborah MINEI.

PROCURATIONS :

Thérèse ROUAZE à Marie-Claude MOITRY, André-Luc SEITHER à Anne-Marie BOUSQUET, Patrick DULBECCO à Jacques GENTE, Bernard MONIER à Marguerite BLAZY, Marina LONVIS à Françoise THOMEL, Afrim KACA à Jean LEONETTI, Audouin RAMBAUD à Yves DAHAN, Marc DAUNIS à Martine BONNEAU, Valérie TIERAN-GNONI à Damien BAGARIA, Khéra BADAOUI à Simone TORRES-FORET DODELIN.

ABSENTS :

Jean-Paul ARNAUD, Richard THIERY, Claude BERENGER, Christine SYLVESTRE, Angèle MURATORI, Cléa PUGNAIRE, Nadine GASTAUD, Martine SAVALLI, Barbara LANCE, Patrice COLOMB-PONTOIRE, Anne CHEVALIER, Matthieu GILLI, Lionel TIVOLI.

Les délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du conseil.

Les procurations étant transmises, nous pouvons aborder l'ordre du jour.

Madame Déborah MINEI, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir les fonctions de secrétaire, fonctions qu'elle a acceptées.

Ordre du jour

1. Procès-verbal de la séance du 27 septembre 2018
2. Compte rendu des dernières décisions prises par le président et le bureau communautaire
3. Compte rendu des avis de la commission consultative des services publics locaux 2018
4. Lycées et collèges sur le territoire de la CASA – Remplacement de Michel BERTRAND au conseil d'administration du collège Pablo-Picasso
5. SYMISA – Désignation des élus appelés à représenter la CASA au regard des nouveaux statuts du SYMISA
6. Tourrettes-sur-Loup – Bail emphytéotique avec la société Antipolis Habitat – Approbation des modalités
7. ZAC de Sophia Antipolis sises sur le territoire de la CASA – Suppression et transfert en pleine propriété des biens à la CASA
8. Contrat de partenariat « Apporteur d'affaires French Tech Seed Paca-Est »
9. Syndicat mixte des stations de Gréolières et de l'Audibergue – Modification des statuts applicables au 1^{er} janvier 2019
10. Infrastructures de recharge pour les véhicules électriques – Procès-verbaux contradictoires de mise à disposition des emplacements publics avec les communes
11. Infrastructures de recharge pour les véhicules électriques – Convention tripartite pour la mise en place du prélèvement automatique pour le paiement des recharges électriques sur les bornes WiiiZ
12. Infrastructures de recharge pour les véhicules électriques – Conditions générales d'accès et d'utilisation du service de recharge WiiiZ – Modification
13. Plan climat-air-énergie territorial – Transmission des données énergies du territoire – Convention de partenariat avec Enedis
14. Plan climat-air-énergie territorial – Lancement du PCAET Ouest 06 et déclaration d'intention
15. Compétence GEMAPI et hors GEMAPI – Répartition des missions entre la CASA et les communes
16. Compétence « gestion des eaux pluviales » – Répartition des missions entre la CASA et les communes
17. Aménagement du vallon des Clausonnes
18. Médiathèque communautaire de Valbonne Sophia Antipolis – Convention de partenariat avec l'association Alma centre culturel – Radio Clin d'œil FM
19. Maison du terroir – Protocole transactionnel avec la commune du Rouret
20. Maison du terroir – Nouvelle convention de gestion avec la commune du Rouret
21. Dématérialisation des actes – Contrôle de légalité – Télétransmission des actes de commande publique – Convention passée avec la préfecture des Alpes-Maritimes – Avenant n°1

22. Budget principal – Décision modificative n°2
23. Budget annexe d'aménagement des parcs d'activité – Décision modificative n°1
24. Budget annexe de la régie à autonomie financière des transports Envibus – Décision modificative n°1
25. SPL théâtre communautaire d'Antibes – Convention de prestations intégrées – Quitus de gestion au 31 août 2017
26. Budget annexe du théâtre communautaire d'Antibes – Décision modificative n°2
27. Budget principal et budgets annexes sans autonomie financière – Ouverture anticipée des crédits de l'exercice 2019
28. Budget annexe de la régie à autonomie financière des transports Envibus – Ouverture anticipée des crédits de l'exercice 2019
29. Principe de dématérialisation des circuits budgétaires et comptables
30. Recueil des tarifs communautaires – Mise à jour
31. Révision des attributions de compensation
32. Ajustement du tableau des effectifs
33. Répartition des coûts d'exploitation de la ligne Palm 9 – Avenant n°3 à la convention bipartite avec la communauté d'agglomération Cannes Pays des Lérins
34. Parc naturel régional – Modification des statuts du syndicat mixte du PNR des Préalpes d'Azur
35. Arrêt du programme local de l'habitat (PLH) 2020-2025
36. Sophia Antipolis Habitat – Rapport annuel 2017 des administrateurs à la communauté d'agglomération Sophia Antipolis



ADMINISTRATION GENERALE

1. Procès-verbal de la séance du 27 septembre 2018

M. le Président – Il est proposé au conseil communautaire d'approuver le PV. Y a-t-il une remarque particulière ? Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

2. Compte rendu des dernières décisions prises par le Président et le Bureau communautaire

M. le Président – Je rappelle qu'elles ont été toutes prises à l'unanimité. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

3. Compte rendu des avis de la commission consultative des services publics locaux 2018

M. le Président – La commission consultative des services publics locaux a statué sur la régie Envibus, le prix et la qualité du service public d'élimination des déchets, Nautipolis, SPL Théâtre, SPL Sophia et SPL Antipolis Avenir.

La commission consultative des services publics locaux a donné un avis favorable sur tous les sujets abordés.

- *Le conseil communautaire prend acte.*

4. Lycées et collèges sur le territoire de la CASA – Remplacement de Michel BERTRAND au conseil d'administration du collège Pablo-Picasso

M. le Président – Nous avons le remplacement de Michel BERTRAND par Elisabeth PINARD au conseil d'administration du collège Pablo-Picasso. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

5. SYMISA – Désignation des élus appelés à représenter la CASA au regard des nouveaux statuts du SYMISA

M. le Président – Au sein du SYMISA, il y a une répartition des pourcentages d'élus et une répartition des pourcentages de financement, les uns étant liés aux autres.

Pour mémoire, la CASA passe de 38 à 60 % et la CCI, la Région, le Département et la CACPL prennent chacun 10 %. Ainsi, nous aboutissons à 100 %, avec des représentations qui sont équivalentes. Il y a des représentations aussi du conseil régional et du conseil départemental. Ces représentations correspondent aux élus qui siègent ici dans le conseil de la CASA ou bien qui siègent dans le SYMISA comme la Ville de Mougins.

Pour les autres, il y a une désignation de douze membres qui sont : MM. MASCARELLI, ETORE, DAUNIS, ROSSI, OCCELLI, MELE, THIERY, LOMBARDO, LUCA et Mmes SALUCKI, DEBRAS et BLAZY. Y a-t-il d'autres candidats ? A partir du moment où il n'y en a pas, acceptez-vous qu'il y ait un vote à main levée et non pas à bulletin secret ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous propose donc la liste ainsi nommée. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *La liste proposée est adoptée à l'unanimité.*

ACTION FONCIERE

6. Tourrettes-sur-Loup – Bail emphytéotique avec la société Antipolis Habitat – Approbation des modalités

M. le Président – D'abord, concernant l'état descriptif, l'immeuble cadastré à Tourrettes-sur-Loup est divisé en deux volumes. Selon les termes du bail emphytéotique à intervenir entre la CASA et la société Antipolis Habitat, est concerné le volume 1 de l'immeuble sis à Tourrettes-sur-Loup, 6, route Saint-Jean.

Pour mémoire, le volume 2 qui reste à la CASA se compose d'un commerce de 53 m² qui est mis à disposition de la Commune suivant la décision du Président du 11 mai 2017, approuvée par le bureau. Cette convention avait été conclue avec la Commune à titre précaire et révocable pour une durée d'un an reconductible tacitement, sans excéder cinq ans, moyennant une indemnité de 200 € mensuelle plus taxes et impôts.

C'est un immeuble qui existe à Tourettes. Nous avons essayé de trouver, dans le cadre du dynamisme touristique et de l'habitat, une répartition avec une partie « habitat » et une partie « activité commerciale ». C'est la raison de cette convention de soixante ans à compter de 2019 pour se terminer en 2079. Je compte sur vous pour être présents à ce moment-là et vérifier que les choses ont été parfaitement observées.

La redevance est de 2 900 € annuels indexés sur la moyenne des quatre derniers exercices du coût de la construction publiés par l'Insee. Les impôts, taxes et frais sont à la charge de la société Antipolis Habitat. La société Antipolis Habitat doit réhabiliter l'appartement et construire trois logements.

Cette convention, dont je me félicite, montre que nous pouvons arriver, avec de la souplesse, à faire au sein des villages des répartitions efficaces entre l'habitat et la dynamique commerciale et touristique. Je vous propose un vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

7. ZAC de Sophia Antipolis sises sur le territoire de la CASA – Suppression et transfert en pleine propriété des biens à la CASA

M. le Président – Dans l'aménagement du territoire, les communautés d'agglomération sont désormais compétentes en termes de ZAE (zones d'activités économiques).

Ces zones d'activités économiques ont été définies par la volonté des maires qui ont émis leurs avis approuvés par la communauté d'agglomération. Ces zones d'activités économiques se substituent aux ZAC qui existaient sur le territoire du SYMISA. C'est la raison pour laquelle il y a une suppression des ZAC Eganaude, Funel, Saint-Philippe 1, Saint-Philippe 2, Sophia 1, Sophia 2, Les Bouillides et les Trois Moulins. Les communes d'Antibes, de Biot et Valbonne se sont prononcées favorablement à ce transfert de ZAC qui existaient sur les communes et qui passent désormais en zones d'activités économiques.

Cette suppression entraîne la remise gratuite des équipements publics aux collectivités gestionnaires, à savoir la CASA, le Département, la commune de Biot selon les tableaux annexés approuvés par les communes.

C'est une mise en conformité avec les législations qui fait que désormais, les ZAC se transforment en ZAE. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Merci à toutes les communes qui ont délibéré dans ce sens.

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

8. Contrat de partenariat « Apporteur d'affaires French Tech Seed Paca-Est »

M. le Président – Ce rapport n'est pas au point final. Il risque d'y avoir des modifications. C'est la raison pour laquelle, plutôt que de délibérer deux fois, je vous propose de le retirer de cette séance. Le conseil est-il d'accord pour le retrait ? Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Le retrait du rapport est adopté à l'unanimité.*

9. Syndicat mixte des stations de Gréolières et de l'Audibergue – Modification des statuts applicables au 1^{er} janvier 2019

M. le Président – Le syndicat mixte des stations de Gréolières et de l'Audibergue compte trois partenaires : la communauté d'agglomération du Pays de Grasse, le village de Gréolières et le conseil départemental.

Dans une décision qui correspond justement à une activité économique et touristique, la communauté d'agglomération se substitue désormais au village de Gréolières. Cette substitution se fait à hauteur de 30 %. Ainsi, la nouvelle participation du Département est à hauteur de 65 %, celle de la Communauté d'agglomération à hauteur de 30 % et celle de la communauté d'agglomération du Pays de Grasse à hauteur de 5 %.

C'est le premier élément sur lequel je vous demande votre avis avant de désigner les membres. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

M. le Président – Pour les membres, il y a deux titulaires et deux suppléants. Je vous propose Roger CRESP et Joseph LE CHAPELAIN comme titulaires et Guilaine DEBRAS et Richard THIERY comme suppléants. Y a-t-il d'autres candidats ? Il n'y en a pas. Acceptez-vous un vote à main levée ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Nous passons au vote à main levée. Qui est contre ? Qui s'abstient sur la liste proposée ? Ils sont donc élus et nous représenteront au syndicat des stations de Gréolières et de l'Audibergue.

- *Proposition adoptée à l'unanimité.*

ENVIRONNEMENT ET BIODIVERSITE

10. Infrastructures de recharge pour les véhicules électriques – Procès-verbaux de mise à disposition des emplacements publics avec les communes

M. LUCA – Merci, M. le Président. Tout d'abord, j'ai le plaisir d'informer nos collègues que lors des remises au conseil départemental des trophées climat-énergie, la communauté d'agglomération Sophia Antipolis a reçu le trophée d'or, devant quatre autres intercommunalités.

[Applaudissements]

M. LUCA – Cela récompense à la fois notre service « environnement », tous nos services qui ont participé et les élus des communes pour trois objets :

la participation au développement des énergies renouvelables sur la plateforme solaire *In Sun we trust* qui permet aux habitants de connaître le potentiel solaire de leur toiture et d'être mis en relation avec les entreprises labellisées RGE (reconnu garant de l'environnement) ;

- la promotion du vélo sur tout le territoire: création d'une communauté d'usagers du vélo, ouverture de la Maison du vélo, développement des pistes cyclables ;
- la sensibilisation aux économies d'énergie et d'eau, avec quelques 2 000 élèves dans le programme Watty à l'école sur les communes de la CASA et que cette dernière finance.

Je voulais vous donner cette information qui valorise aussi ce que fait notre communauté d'agglomération.

Dans le même esprit, nous avons trois délibérations qui concernent les infrastructures de recharge pour les véhicules électriques.

D'abord, dans la première délibération, il suffit simplement d'approuver les procès-verbaux contradictoires de mise à disposition des emplacements publics avec les communes concernées par cette implantation, c'est-à-dire Antibes, Le Bar-sur-Loup, Biot, Bouyon, Châteauneuf, Gourdon, Gréolières, La Colle-sur-Loup, Le Rouret, Opio, Roquefort-les-Pins, Tourrettes-sur-Loup, Valbonne, Vallauris, Villeneuve-Loubet et la communauté d'agglomération Sophia Antipolis. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

11. Infrastructures de recharge pour les véhicules électriques – Convention tripartite pour la mise en place du prélèvement automatique pour le paiement des recharges électriques sur les bornes WiiiZ

M. LUCA – Il vous est demandé, là aussi, d'approuver la convention tripartite pour la mise en place du prélèvement automatique pour le paiement des recharges des véhicules électriques sur ces bornes et d'autoriser M. le Président à signer. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

12. Infrastructures de recharge pour les véhicules électriques – Conditions générales d'accès et d'utilisation du service de recharge WiiiZ – Modification

M. LUCA – La troisième délibération est une modification des conditions d'accès et d'utilisation des recharges WiiiZ, sachant que la possibilité pour les abonnés de réserver une borne trente minutes avant leur arrivée est désormais possible.

Le nombre limite de badges par contrat a été supprimé afin de permettre aux flottes plus importantes, notamment celle des municipalités, de pouvoir souscrire à l'offre du réseau WiiiZ avec un abonnement unique. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

13. Plan climat-air-énergie territorial – Transmission des données énergies du territoire – Convention de partenariat avec Enedis

M. LUCA – Ensuite, nous avons deux délibérations qui concernent le plan climat-air-énergie territorial, que nous appelons gentiment le CLAET. Nous avons déjà la CLECT. Maintenant, c'est la CLAET parce que l'on ne manque pas d'air.

Il faut savoir que nous nous devons, au-delà d'un certain volume d'habitants de l'intercommunalité, d'avoir un diagnostic présentant la situation énergétique du territoire, portant sur les consommations énergétiques, la production, le potentiel de production d'énergies renouvelables et les réseaux énergétiques.

Il nous faut aussi avoir une estimation de gaz à effets de serre, des émissions de polluants atmosphériques, de séquestration nette de CO2 et une analyse de vulnérabilité du territoire. Pour faire ce diagnostic, il nous a semblé qu'Enedis, en tant que gestionnaire du réseau public de distribution d'électricité, était au cœur de ces enjeux de la transition énergétique et que nous pouvions avoir un partenariat en la matière en signant deux conventions entre Enedis et la CASA afin de définir les modalités d'accompagnement, sachant que dans cette affaire, cela ne nous coûterait rien, ce qui est un argument assez puissant par les temps qui courent.

Si vous n'y voyez pas d'inconvénient – il ne s'agit que du diagnostic – s'il n'y a ni oppositions, ni abstentions, nous considérons que c'est adopté.

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

14. Plan climat-air-énergie territorial – Lancement du PCAET Ouest 06 et déclaration d'intention

M. LUCA – Dans la continuité, il nous faut faire une déclaration d'intention. La déclaration comme disait France GALL, c'est celle d'amour pour le PCAET Ouest 06, tout un programme. Toutefois, déclaration ne vaut pas action, donc lançons la démarche d'élaboration. C'est ce qui vous est demandé pour ce CLAET. C'est purement formel.

S'il n'y a pas d'oppositions, ni d'abstentions, je tiens à vous en remercier tout particulièrement, ainsi que nos services qui continuent de travailler sur tous ces dossiers un peu pesants. J'en ai fini.

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

M. le Président – Merci. Je m'associe à M. LUCA pour féliciter les services de ces récompenses qui ne sont pas anodines. De temps en temps, nous sommes peu communicants sur le volet « environnement » de la communauté d'agglomération. Nous avons tort parce qu'il y a beaucoup de choses qui se font et qui se font discrètement. Le bien ne fait pas de bruit et le bruit ne fait pas de bien. C'est Saint François de Sales qui dit cela, donc je ne le citerais pas. Ce n'est pas tout à fait faux quand même. De temps en temps, quand on fait le bien, il faudrait quand même faire un petit peu de bruit autour.

Je passe la parole maintenant à Guilaine DEBRAS sur les compétences GEMAPI.

RISQUES NATURELS

15. Compétence GEMAPI et hors GEMAPI – Répartition des missions entre la CASA et les communes

Mme DEBRAS – Depuis le 1^{er} janvier 2018, la CASA est devenue compétente en matière de GEMAPI, de certaines compétences hors GEMAPI mais aussi d'eaux pluviales. Nous avons deux délibérations pour définir le contour de cette compétence.

En ce qui concerne GEMAPI et hors GEMAPI, nous avons plusieurs critères :

- la gestion des milieux aquatiques et la protection contre les inondations ;
- la domanialité et la propriété des biens ;
- la réglementation et la jurisprudence, notamment en matière d'urbanisme et de police ;

- la connaissance des biens mis à disposition ;
- les cours d'eau et les vallons privés nécessitant une gestion publique sous DIG (déclaration d'intérêt général) ;
- les ouvrages hydrauliques de protection contre les inondations ;
- les systèmes d'endiguement et ouvrages de protection littoraux.

Les missions relevant de la compétence de la CASA sont les suivantes :

- la mise en place et la promotion d'une politique de gestion des milieux aquatiques et des risques d'inondations ;
- les études et les travaux concernant l'établissement des schémas directeurs ;
- l'élaboration des fameux PAPI ;
- les études et travaux ;
- la contribution au projet d'aménagement du territoire pour la prise en compte du risque « inondations » ;
- les actions foncières permettant la mitigation du risque ;
- la sollicitation des fonds Barnier pour l'acquisition et la démolition des biens quand les taux sont inférieurs à 50 % pour la réalisation des travaux hydrauliques ;
- le rétablissement de la continuité écologique des cours d'eau.

Ensuite, en termes de gestion, nous avons aussi :

- l'entretien et le contrôle des ouvrages hydrauliques ;
- la gestion des cours d'eau et des vallons ;
- la protection des écosystèmes aquatiques ;
- la lutte contre la pollution des cours d'eau ;
- l'entretien préventif et curatif des vallons avec enjeux urbains qui sont généralement sous DIG ;
- la gestion des ouvrages littoraux de protection contre la submersion marine et l'érosion du trait de côte ; ceci est en cours d'analyse actuellement ;
- la gestion intégrée des ressources en eau.

Dans le contrat territorial que nous avons avec le SMIAGE, il y a certaines actions, notamment tout ce qui concerne les travaux et les entretiens, qui sont déléguées au SMIAGE.

Enfin, il y a aussi l'étude et l'accompagnement des actions de réduction de la vulnérabilité des biens et des personnes, ainsi que le suivi météorologique et hydrologique pour accompagner les communes dans l'alerte « inondations » et gérer les ouvrages hydrauliques.

Concernant le suivi météorologique, nous avons actuellement un marché qui a été passé par le SMIAGE et qui est mis au service de toutes les communes. Nous avons mis en place des ateliers pour travailler tous ensemble, avec une coordination intercommunale de la gestion de crise.

Nous avons enfin l'assistance à l'élaboration des PCS pour les communes qui n'en auraient pas, la préparation des événements orageux intenses, le développement de la culture du risque et tout ce qui concerne l'information préventive.

Il y a aussi des missions qui ne relèvent pas de la CASA, qui continuent à relever des communes. Ce sont le petit entretien des espaces verts, la propreté urbaine, la sécurité routière et le remodelage des alluvions au niveau des exutoires. En urbanisme, c'est l'application des plans de prévention des risques « inondations » et la sollicitation des fonds Barnier pour tout ce qui est rachat de biens qui relève du fonds Barnier à 100 %. C'est pour la mise en sécurité des personnes. Puis, il y a la police du maire ainsi que la gestion des crises « inondations » qui sont non transférables.

Par ailleurs, il est précisé que la CASA n'intervient pas sur le domaine privé hors convention ou autorisations réglementaires.

Ainsi, il vous est proposé d'approuver la répartition des missions entre la CASA et les communes.

M. le Président – Ce sont des séparations qui ne sont pas simples à faire. L'eau s'écoule dans les rues. Ensuite, il y a des zones dans lesquelles l'eau est collectée. Les eaux pluviales s'évacuent, en cas d'inondations, dans les mêmes voies. Nous avons donc essayé de définir les choses de manière la plus pragmatique possible.

Vous savez très bien qu'au moment d'une inondation, dégager des embâcles simples à l'intérieur d'une ville, c'est plus facile de le faire faire par la commune que d'envoyer des agents de la communauté d'agglomération. En revanche, il faut que la CASA franchisse cela assez rapidement, bien qu'elle soit freinée par un certain nombre de contraintes administratives et en particulier des contraintes de l'Etat qui veut définir avec plus de précisions les risques naturels, en particulier sur les inondations.

Nous proposons donc ces répartitions de compétences, que nous allons laisser vivre, si j'ose dire, et qui pourraient peut-être être rectifiées si nous voyons que de manière pragmatique, il vaut mieux une répartition différente entre les communes et la CASA.

En tout cas, aujourd'hui, nous avons trouvé cette ligne de partage qui, à mon avis, correspond à la gestion de manière la plus pratique possible. Y a-t-il une demande d'intervention ? Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

16. Compétence « gestion des eaux pluviales » – Répartition des missions entre la CASA et les communes

Mme DEBRAS – Nous allons faire le même exercice en ce qui concerne la compétence « gestion des eaux pluviales » qui est à la CASA depuis le 1^{er} janvier 2018 mais qui n'est pas une compétence obligatoire. En effet, il a été choisi de la rendre communautaire.

Là aussi, elle est complètement liée à la protection contre les inondations. Là aussi, il faut que nous regardions la domanialité et la propriété des biens, et bien sûr, tout ce qui concerne la réglementation et la jurisprudence, notamment en matière de voirie, d'urbanisme et de police.

Est en cours un travail sur la connaissance du patrimoine sur les réseaux pluviaux publics. Nous allons dans cette limite entre ce qui est communautaire et ce qui est communal. Vous avez dans cette délibération toute la différence entre les réseaux pluviaux publics et la dépendance aux voiries. Il est pour l'instant décidé que tout ce qui est défini dans cette délibération comme installation de récupération des eaux liées aux voiries n'est pas de compétence communautaire. Par contre, le travail va continuer sur un vrai schéma directeur hydraulique, les zonages, les règlements communautaires et les programmes de travaux qui vont permettre d'affiner nos différents réseaux sur les eaux pluviales.

Concernant les missions, vous avez toute une liste en page 2 des études et travaux qui sont dans la compétence communautaire. Comme pour tout à l'heure, ce qui va continuer à relever des communes, ce sont les espaces verts, la propreté urbaine, la sécurité routière et tout ce qui concerne le remodelage des alluvions au niveau des exutoires, les sources de pollutions, les dépendances de voiries, l'entretien des voiries, hors équipements listés plus haut. Vous avez en petite note tout ce qui est concerné, ce qui va être notre bible pour savoir comment nous allons pouvoir intervenir les uns et les autres. Enfin, tout ce qui relève de la police administrative du maire et de la gestion de crise est non transférable aussi.

Y a-t-il des questions ? C'est très fin. Je remercie les services qui ont là aussi dû faire des choix.

M. le Président – Le pluvial est encore plus compliqué que la gestion de l'inondation et la gestion de crise. Le maire est responsable de la police et de la sécurité des personnes. Il a fallu trouver des clivages entre les compétences des uns et des autres. Nous avons fait le choix de prendre le pluvial. Si nous n'avions pas pris le pluvial alors que nous prenions les inondations, c'est nier le fait que l'eau suit la pente selon la loi de la gravitation. Nous allons faire vivre cela aussi.

De manière pragmatique, nous allons éventuellement apporter des précisions supplémentaires. Aujourd'hui, je pense que c'est la sagesse de prendre aussi les eaux pluviales. Je me demande d'ailleurs comment le législateur pouvait envisager que nous prenions les inondations et non pas les eaux pluviales. Généralement, on s'inonde quand il pleut.

Mme DEBRAS – Ce qui est très important dans les eaux pluviales, ce sont les schémas directeurs au niveau communautaire par bassin versant selon une logique de rétention d'eau à la parcelle pour ne plus avoir à s'occuper que d'une commune. C'est un chantier qu'il faut engager. Il est commencé mais il faut qu'il aboutisse. Ce sera très important.

M. le Président – Nous passons au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

17. Aménagement du vallon des Clausonnes

M. le Président – Nous passons maintenant à l'aménagement du vallon des Clausonnes qui était une compétence « Ville de Biot » et qui passe logiquement à la communauté d'agglomération.

Mme DEBRAS – Il y a un peu plus d'un an, nous votions au conseil municipal de Biot ce projet d'aménagement du vallon des Clausonnes. C'est un projet qui est devenu évident suite aux inondations du 3 octobre 2015. Ce vallon a été particulièrement touché lors de cet événement climatique.

La Ville de Biot a déjà choisi le bureau d'études. Tout le marché a été transféré à la communauté d'agglomération. Tout a continué. Aujourd'hui, il vous est proposé que la CASA reprenne ce marché qui a avancé.

Pour votre information, cet aménagement permettra de réduire la vulnérabilité sur près de 2,35 ha, 18 habitations, le fameux central de télécommunication et un tronçon de 280 m de la route des Clausonnes qui est le seul accès pour cette population de 110 personnes.

La CASA est maître d'ouvrage pour l'acquisition foncière nécessaire à la réalisation de cet ouvrage. Le SMIAGE maralpin est le maître d'ouvrage pour les études, la réalisation et l'entretien de l'ouvrage projeté. Tout le monde a bien travaillé toute cette année. L'année 2019, ces travaux devraient voir le jour.

M. le Président – Y a-t-il une intervention ? Maintenant, il faut tout récupérer. Puis, il faut essayer d'accélérer le processus. Il y a des choses qui sont faites mais il faut aussi demander à l'Etat de nous donner des indications les plus claires possible et les plus rapides possible pour que nous puissions enclencher les travaux complémentaires. En particulier, dans le cadre d'un avenant du PAPI, nous avons le rachat d'une partie des habitations qui sont impactées mais qui ne relèvent pas du fonds Barnier et qui ne sont plus habitables par les riverains dès l'instant où ils ont connu des crues qui montaient à la hauteur du premier étage. Dans ce cadre-là, l'Etat est prêt à nous accompagner. En particulier sur l'amont de la Brague, il faut que nous avancions le plus vite possible. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie.

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

ACTION CULTURELLE

18. Médiathèque communautaire de Valbonne Sophia Antipolis – Convention de partenariat avec l'association Alma centre culturel – Radio Clin d'œil FM

M. ROSSI – Cette délibération vous propose un partenariat entre la médiathèque de Valbonne et l'association de loi 1901 qui gère la radio associative du centre international de Valbonne qui s'appelle Clin d'œil FM, qui émet sur 106.1 dans la région de Cannes, Antibes et Grasse. Le but est d'intégrer l'outil radiophonique dans les démarches pédagogiques. Cela concerne en réalité les interventions ponctuelles, des reportages, des interviews, une offre documentaire et ainsi, une valorisation des collections du réseau de lecture.

M. le Président – Rien de mieux que les jeunes pour faire la campagne de promotion des médiathèques. Nous nous y associons bien volontiers. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

M. le Président – Je passe la parole à Damien BAGARIA pour deux délibérations concernant la Maison du terroir, avec l'accord du maire du Rouret.

Départ de Serge AMAR qui donne procuration à Michel BERTRAND.

EQUIPEMENTS ET INFRASTRUCTURES COMMUNAUTAIRES

19. Maison du terroir – Protocole transactionnel avec la commune du Rouret

M. BAGARIA – En 2011, il y a eu une convention de gestion entre la CASA et la commune du Rouret pour la Maison du terroir qui est un équipement communautaire structurant.

En 2013, il y a eu un premier avenant qui a en particulier stipulé le montant annuel relatif à l'occupation du domaine public à des fins commerciales. Ainsi, le Rouret devait verser 35 000 € par an à la CASA.

Au bout de deux ou trois ans de fonctionnement, le Rouret a remis en cause, dans le cadre d'un dialogue constructif mais ferme avec la CASA, ce montant. Des négociations ont eu lieu. Un protocole d'accord – c'est ce qui vous est proposé – a été établi pour régler ce problème de financement avant de rédiger une nouvelle convention dans laquelle ce montant sera supprimé parce que les modalités de gestion auront été modifiées.

L'objectif de cette délibération est de faire un protocole financier qui régularise ce que n'a pas payé la commune du Rouret à la CASA et ce qui lui reste à payer, c'est-à-dire de l'ordre de 16 597,58 €.

M. le Président – Au départ, avec la Maison du terroir, il y avait une répartition qui était faite de manière forfaitaire. Or, il est apparu que cette répartition forfaitaire ne correspondait pas à la réalité et qu'elle était même contestable sur le plan juridique. C'est la raison pour laquelle nous avons préféré faire du réel, et en faisant le réel, mettre fin à la convention initiale qui pouvait être contestée ou remise en cause, puis nous adosser à une convention juridiquement inattaquable.

Nous passons donc d'une répartition forfaitaire à une répartition argumentée et qui permettra d'être extrêmement juste dans le financement qui ne sera pas contestable juridiquement. Je vous propose de passer au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

M. le Président – Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

COMMANDE PUBLIQUE

21. Dématérialisation des actes – Contrôle de légalité – Télétransmission des actes de commande publique – Convention passée avec la préfecture des Alpes-Maritimes – Avenant n°1

M. BAGARIA – C'est relativement simple. La CASA a une convention avec la préfecture pour transmettre de façon dématérialisée les différents actes. Il s'agit de signer un avenant pour transmettre également en dématérialisé tous les actes concernant les marchés publics.

M. le Président – La dématérialisation, c'est une économie et une facilité pour l'ensemble des agents et pour le contrôle de l'égalité. Cela se fait dans nos villes. La dématérialisation devient évidente comme moyen de transfert des informations. Nous proposons cet avenant. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

FINANCES

M. le Président – Nous passons au volet « finances ». Je rappelle que pour ce conseil communautaire, ce seront simplement des ajustements financiers et budgétaires qui sont purement techniques pour permettre, de manière comptable, de clôturer l'exercice 2018. En aucune manière, cela n'impacte de manière significative la trajectoire financière de la communauté d'agglomération.

Je vous rappelle qu'une progression des dépenses réelles de fonctionnement du budget principal est désormais limitée à 1,05 %. La règle nationale, c'est 1,2 %. La règle sur les communautés qualifiées de prospères fait que cela est abaissé d'un coefficient de 0,15. La communauté d'agglomération a une capacité de désendettement inférieur à douze ans et une réduction tendancielle du besoin de financement. C'est dans cette trajectoire que s'inscrivent effectivement ces éléments.

Vous allez y trouver plusieurs choses. D'abord, la CLECT sur les attributions de compensation s'est réunie le 15 octobre au sujet des transferts de compétences GEMAPI, eaux pluviales et la création des ZAE. Avant, ces compétences étaient exercées par les villes et les villages. Elles passent désormais à la communauté d'agglomération. Forcément, elles passent aussi le financement antérieur pour pouvoir permettre la continuité du service public.

Cependant, sur le pluvial et la GEMAPI, il y aura une augmentation du budget qui sera due au budget propre de la communauté d'agglomération. Nous les avons laissés à leur niveau théorique de l'année en cours afin d'éviter tout remboursement et mouvement. De plus, il convient d'organiser la disponibilité des crédits budgétaires pour la période intercalaire qui se situe entre l'exercice 2019 (début janvier) et la date à laquelle le budget primitif de l'année sera voté, c'est-à-dire au mois de mars. Dans cette période, nous faisons des avances qui permettent à l'ensemble des services de fonctionner et à l'ensemble des subventions d'être attribué.

Enfin, il est nécessaire de prendre acte des différentes décisions prises au cours de l'année 2018. Les ajustements de la grille tarifaire donnent lieu à la mise à jour du recueil correspondant, sachant qu'il n'y a pas eu d'augmentation des effectifs de la communauté d'agglomération.

Cette augmentation des effectifs, qui aurait eu un impact sur la masse salariale, aurait évidemment impacté l'augmentation limitée à 1,05. C'est la raison pour laquelle nous n'avons pas d'augmentation significative de la masse salariale et pas d'augmentation des budgets correspondant à l'ensemble des salariés.

Je passe la parole à Jean-Pierre MAURIN sur le budget principal et ses modifications, puis le budget annexe et ses modifications.

22. Budget principal – Décision modificative n°2

M. MAURIN – M. le Président, mesdames, messieurs, chers collègues, à la suite de ce cadre qui précise parfaitement toutes les délibérations que je vais vous présenter, je commence par la première qui est une décision modification qui a trait au budget principal. C'est la seconde décision modificative de cette année 2018 et bien sûr la dernière.

Cette décision affecte à la fois le fonctionnement et l'investissement. Pour le fonctionnement, l'opération pour laquelle nous allons voter concerne la collecte des déchets pour un montant de 200 000 € équilibré en recettes et en dépenses.

En fonctionnement, il s'agit du transfert de la compétence « déchets » à Univalom, avec un transfert des contrats d'eau, d'électricité et de carburants. Je rappelle que la CASA paie pour le compte d'Univalom, puis refacture. Il s'agit d'une écriture d'ordre budgétaire.

Dans le cadre de l'investissement, il est rappelé que la communauté d'agglomération avait approuvé en septembre 2017 le principe de cession de terres agricoles à la personne qui exploite. Une première cession a eu lieu en 2018. A la suite de cette cession, il nous faut prévoir les écritures à la section d'investissement au chapitre 24 pour 320 000 € que nous avons perçus. Il s'agit d'une écriture de régularisation.

M. le Président – Sur la délibération 22, qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

23. Budget annexe d'aménagement des parcs d'activité – Décision modificative n°1

M. MAURIN – La délibération 23 est également une décision modificative. C'est la décision modificative numéro 1 du budget annexe d'aménagement des parcs d'activité.

Avant de voter cette délibération, je rappelle que la communauté d'agglomération a approuvé le principe d'une reprise de l'entretien des voiries et espaces publics communautaires dans les zones d'activités économiques. Ces zones sont situées dans le parc de Sophia Antipolis. Précédemment, cet entretien était assuré par le SYMISA. Cette compétence a pris valeur à compter du 1^{er} octobre 2018.

Il s'agit, par cette délibération, de retracer toutes les opérations d'entretien qui ont eu lieu en 2018 dans le budget annexe. Pour cela, il nous faut organiser la disponibilité des crédits de fonctionnement nécessaires qui entrent dans la cotisation versée au SYMISA pour la période du début d'année à la fin septembre. Cette dépense nouvelle inscrite au budget annexe est financée par une contribution qui provient du budget principal. En fait, il s'agit simplement d'un déplacement de dépenses qui a pour conséquence une diminution des dépenses identiques dans la section de fonctionnement.

M. le Président – C'est ce que nous avons expliqué. Les ZAC passent en ZAE, avec les transferts financiers correspondants. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

24. Anthéa – Budget annexe de la régie à autonomie financière des transports Envibus – Décision modificative n°1

M. MAURIN – Cette délibération 24 présente une décision modificative numéro 1 du budget annexe de la régie à autonomie financière des transports Envibus.

En 2012, à une époque où il était difficile d'avoir des emprunts, la CASA a souscrit un emprunt qui était remboursable in fine sur deux ans auprès de l'Association des communautés urbaines de France. Cet emprunt, qui avait été affecté au financement du projet de transport collectif en site propre, était alors retracé dans le budget principal.

En septembre dernier, nous avons décidé de transférer le bilan de l'opération TCSP actif et passif au budget annexe de la régie à autonomie financière. Il appartient à cette régie d'appliquer les règles prudentielles en matière de provisionnement des emprunts, notamment remboursables in fine, puis de constater une provision en section d'investissement égal au dixième du montant du capital emprunté, ce prêt étant assuré sur une durée de dix ans.

Le financement de cette dépense est assuré principalement par le fléchage d'une subvention d'investissement de 1 448 000€ imputable à ce budget. Le reliquat provient d'un autofinancement de 239 000€ qui est dégagé grâce à de moindres dépenses de fonctionnement au chapitre 65.

M. le Président – Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

25. SPL Théâtre communautaire d'Antibes – Convention de prestations intégrées – Quitus de gestion au 31 août 2017

M. MAURIN – La délibération 25 propose de donner un quitus à la société publique locale le Théâtre communautaire d'Antibes pour la saison artistique 2016-2017. Les saisons artistiques ne couvrent pas l'intégralité de l'année.

Notre conseil communautaire, dans sa délibération de juin 2012, a confié à la SPL Théâtre communautaire d'Antibes la gestion d'Anthéa dans le cadre d'une convention de prestation intégrée de gestion et d'exploitation. Au titre de cette convention, la SPL Théâtre communautaire d'Antibes assure la gestion de l'équipement et l'exploitation du service public de la salle de spectacle.

Le compte rendu financier, qui porte sur les dépenses acquittées pour le compte de la CASA par la SPL, est remboursé in fine à l'euro l'euro. Après vérification de M. l'Administrateur des finances publiques ayant porté sur la saison 2016-2017, le montant des dépenses réalisées par la SPL est justifié, à savoir 2 398 868,04€ TTC. Il peut donc être donné quitus à la SPL Théâtre communautaire d'Antibes pour la période considérée.

M. le Président – C'est un élément majeur. Le Théâtre communautaire d'Antibes a des recettes qui sont équivalentes à cette subvention. Nous savons tous que toute activité théâtrale, culturelle, comporte un déficit. Néanmoins, nous pouvons nous réjouir que nous ayons aujourd'hui plus de 13 000 abonnés qui adhèrent au théâtre et qui permettent effectivement des finances doublées par rapport à ce qui est apporté par les collectivités ou par l'intermédiaire des sponsors.

Sur ce contrat de prestations intégrées, je vous propose de valider le quitus de gestion qui a été donné. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

26. Budget annexe du Théâtre communautaire d'Antibes – Décision modificative n°2

M. MAURIN – Nous venons, par la délibération précédente, de donner quitus à la SPL Théâtre communautaire d'Antibes pour la gestion du service public. La procédure prévoit la présentation pour vérification par la SPL à la CASA des comptes correspondants aux opérations réalisées. Un contrôle comptable a été réalisé par l'administrateur et par M. le Trésorier sur les opérations qui relèvent de la saison artistique 2016-2017. Il convient aussi de procéder aux enregistrements comptables correspondants qui s'ajouteront aux enregistrements qui portent sur la saison artistique 2017-2018. Le quitus 2017-2018 sera certainement proposé dans une année, une fois que la saison sera clôturée.

Cette délibération permet de comptabiliser les écritures des saisons artistiques passées et d'organiser les crédits budgétaires pour la saison 2017-2018.

M. le Président – Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

Départ de Nathalie DEPETRIS qui donne procuration à Anne-Marie DUMONT, et d'Eric DUPLAY qui donne procuration à Michel VIANO.

27. Budget principal et budgets annexes sans autonomie financière – Ouverture anticipée des crédits de l'exercice 2019

M. MAURIN – La délibération 27, bien connue de tous les maires des communes, vous propose de procéder à l'ouverture anticipée des crédits de l'exercice 2019 à la fois pour le budget principal et les budgets annexes sans autonomie financière. Cette ouverture anticipée permet, avant le vote du budget 2019 qui aura lieu certainement vers la fin du premier trimestre, à l'établissement de fonctionner. Nous organisons la disponibilité des crédits budgétaires pour permettre la réalisation de ces investissements.

Les règles en vigueur précisent que ces crédits d'investissement représentent 25 % de ceux qui sont inscrits au budget 2018. Nous reprenons donc les 25 % pour le budget principal ; cela fait un total de 7 208 637,77 €. Pour les télépépinières, les 25 % de 2018 représentent 45 000 €. Pour le théâtre communautaire (chapitre 21), la somme est de 125 000 €. Le budget annexe GEMAPI, dont nous parlions précédemment, représente un total de 1 297 750 €. Le budget d'aménagement des parcs d'activités, pour les chapitres 20-21-23, représente un total de 500 000 €.

Voilà pour cette ouverture anticipée des crédits pour l'exercice 2019 pour le budget principal.

M. le Président – Vous avez compris que nous sommes dans le décalage entre le mois de janvier et le mois de mars, donc nous faisons des avances. Ces avances sont calculées au prorata de la durée du décalage entre le début de l'année et le vote du budget. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

28. Budget annexe de la régie à autonomie financière des transports Envibus – Ouverture anticipée des crédits de l'exercice 2019

M. MAURIN – Pour la délibération 28, la même démarche est faite pour le budget annexe de la régie à autonomie financière des transports Envibus, avec une ouverture de crédits correspondants à 25 % de 2018 aux chapitres 20, 21 et 23 pour un coût total de 9 764 281,36 €.

M. le Président – C'est précis. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

Départ de Jean-Pierre MASCARELLI.

29. Principe de dématérialisation des circuits budgétaires et comptables

M. MAURIN – Dans cette délibération, je vous propose d'approuver le principe de la dématérialisation des circuits comptables conformément à la réglementation.

La communauté d'agglomération a procédé à la dématérialisation de ses circuits comptables. Il convient, par cette délibération, d'en entériner le principe. L'année 2018 verra donc la dématérialisation de la dernière étape qui concerne les actes budgétaires. Actuellement, la CASA travaille à la dématérialisation des pièces des marchés publics, étendant à cela le principe de zéro papier dans l'activité de l'administration. Celle-ci verra certainement l'émergence en 2019.

Je vous propose d'approuver le principe de la dématérialisation du circuit comptable.

M. le Président – Dans la même tradition de ce que nous avons expliqué dans l'évolution du numérique et de la facilité que nous offre la dématérialisation, qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

30. Recueil des tarifs communautaires – Mise à jour

M. le Président – La délibération 30 est un recueil des tarifs communautaires avec une mise à jour qui n'est pas totalement anodine.

M. MAURIN – Il vous est proposé, dans les recueils de tarifs communautaires, de rajouter : « Par ailleurs, d'un commun accord avec le gestionnaire du parking public situé sous Anthéa, désormais, ce parking sera gratuit dès 18h tous les soirs de représentation, évitant en cela les embouteillages à l'entrée et à la sortie, la tarification du billet devant permettre cet accès gratuit lors des représentations ».

Il convient donc de rajouter cette mention au rapport que vous avez reçu, lequel rapport reprend toutes les délibérations qui ont été adoptées en 2018 suite à des adaptations de la grille tarifaire dans les divers services et produits qu'elle a été amenée à facturer à ses usagers. C'est notamment le cas après les transferts de compétences de la promotion du tourisme par exemple.

De la même façon, le mode de gestion de certains équipements, comme le complexe nautique Nautipolis, nécessite des ajustements en raison de la modification des modèles économiques des exploitations.

Cette tarification des produits reprend chaque année la globalité des décisions qui ont été prises par les directions et approuvées au fil de l'eau par le conseil communautaire, sachant que nous avons rajouté ce soir cette délibération relative à l'ouverture du parking pendant les soirées de spectacles à Anthéa.

M. le Président – Vous avez compris que c'est un problème pragmatique de rentabilité. Plus personne ne va dans ces parkings, d'une part parce qu'il y a des parkings gratuits tout autour et c'est tant mieux, et d'autre part, pour y rentrer, ce n'est pas trop difficile mais pour en sortir, c'est parfois un temps équivalent à la moitié de la durée du spectacle.

En tout cas, nous avons des plaintes réitérées à ce sujet. Nous avons envisagé, avec le directeur, de faire des tarifs globaux, avec un ticket vendu qui serait le même que celui du théâtre.

Finalement, c'est la même entité. Nous nous sommes dit qu'il y aura, comme toujours, une rehausse des tarifs « adultes » de 2 € ou de 3 € et qu'il valait mieux faire cette rehausse des tarifs et donner la gratuité totale du parking. C'est meilleur pour la gestion, c'est moins casse-tête pour l'ensemble des personnes et c'est plus clair pour l'ensemble des usagers et des amateurs de théâtre.

C'est la raison pour laquelle – et je vous prie de m'en excuser – nous avons rajouté cette délibération pour qu'elle puisse être effective et faire en sorte que la poursuite des activités théâtrales se fasse dans les meilleures conditions possibles. C'est dommage de n'avoir que des compliments et que des reproches sur le stationnement.

Je mets aux voix la délibération 30, avec l'ensemble des mesures qui ont été proposées. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie.

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

31. Révision des attributions de compensation

M. MAURIN – Les attributions de compensation étaient, pour les communes, l'ancienne taxe professionnelle qui a été figée lors de la constitution de la communauté d'agglomération. Ces attributions de compensation sont perçues par les communes. Cela représente les anciennes TP, maintenant cela s'appelle la contribution foncière aux entreprises.

Lors de chaque transfert de compétence – nous en avons évoqué deux tout à l'heure –, la CLECT détermine le coût du transfert commune par commune. Les attributions de compensation sont donc révisées. Lorsque la commune n'exerçait pas l'activité qui est transférée, il n'y a pas de révision pour elle mais lorsqu'elle l'exerçait, il est tenu compte du montant de sa contribution et qui vient à diminution de sa dotation.

Au cours de l'année 2017, nous avons eu le transfert des compétences « aires d'accueil des gens du voyage » et « promotion du tourisme ». Au cours de l'année 2018, nous avons eu les compétences telles qu'évoquées précédemment, à savoir GEMAPI et la création et la gestion des zones d'activités économiques sur le parc de Sophia. Il a donc été proposé aux communes qui étaient impactées plus fortement, notamment les communes les plus petites, un lissage sur les exercices 2018 et 2019 afin de ne pas déstabiliser les budgets des communes. Les détails pour chaque transfert, qui apparaissent sur le tableau commune par commune, ont été remis à chaque commune de la CASA prenant en compte ce lissage.

Dans la délibération qui vous est proposée, il s'agit d'approuver les montants des attributions de compensation définitives qui seront versés par la CASA aux communes membres pour les années 2018, 2019, 2020 et 2021 sous réserve qu'il n'y ait pas de nouveaux transferts de compétences qui viendraient à ce moment-là impacter ces chiffres que je vous donne.

M. le Président – Vous avez compris qu'il y a des flux dans un sens et des flux dans l'autre. Nous faisons le bilan. Il y a effectivement des communes qui ont eu un « trop-perçu ». Pour ne pas les mettre en difficulté, ce « trop-perçu » est étalé pour qu'elles aient le temps de pouvoir se retourner budgétairement et qu'elles ne soient pas pénalisées, tout en faisant en sorte qu'en termes d'équité, le « trop-perçu » soit restitué. C'est donc la raison de cette délibération, avec un lissage sur 2019 et 2020 concernant deux ou trois communes. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

RESSOURCES HUMAINES

32. Ajustement du tableau des effectifs

M. MAURIN – Cette délibération concerne la DRH qui gère les effectifs de la collectivité. Le dernier tableau vous avait été présenté en septembre. Il comportait un effectif de 575 personnes toutes filières confondues. Aujourd'hui, le tableau qui vous est proposé reprend rigoureusement le même nombre de 575 personnes. Il n'y a pas eu d'évolution d'embauche.

Simplement, ce tableau relate les transformations de postes. Certains postes de rédacteurs, d'adjoints administratifs première classe sont supprimés tandis que d'autres postes sont créés, avec un grade au-dessus pour tous ces emplois. Il n'y a donc pas de nouveaux emplois par rapport à cela. C'est simplement l'évolution des emplois de la CASA.

M. le Président – Il y a bien sûr des réussites à concours, des compétences nouvelles. C'est normal que nous accompagnions nos agents dans cette excellence. Pour autant, il n'y a pas d'agents supplémentaires puisque ce sont des transformations de postes en fonction de la qualification des agents. Sur cet ajustement, qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

RESEAU ENVIBUS

33. Répartition des coûts d'exploitation de la ligne Palm 9 – Avenant n°3 à la convention bipartite avec la communauté d'agglomération Cannes Pays des Lérins

M. OCCELLI – C'est un avenant numéro 3 à la convention bipartite CASA/CAPL concernant Palm 9. Cette ligne est bien connue des habitants et des élus de Vallauris. Cette ligne passe par le col Saint-Antoine depuis l'arrêt Fournas, territoire de la CASA, jusqu'à la gare SNCF de Cannes. Cela vient en complément de la ligne 18.

Il y a déjà eu des avenants précédents. L'avenant numéro 1 était un avenant très administratif. L'avenant numéro 2 était destiné à mettre un bus d'une capacité supérieure de 60 places puisqu'il y a eu un succès sur le fonctionnement de cette ligne. Aujourd'hui, il vous est proposé de conclure un avenant numéro 3 ayant pour objectif de modifier l'amplitude de fonctionnement de la ligne Palm 9 en la faisant fonctionner également le dimanche.

M. le Président – C'est une belle répartition entre deux communautés d'agglomération qui se sont entendues, comme c'est normal de le faire, pour que des usagers qui passent d'une communauté à l'autre puissent trouver le service rendu.

M. OCCELLI – C'est un bel exemple pour le rapprochement de l'Ouest, M. le Président.

M. le Président – C'est exact. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

Départ de Jean-Pierre DERMIT.

PARC NATUREL REGIONAL

34. Parc naturel régional – Modification des statuts du syndicat mixte du PNR des Préalpes d'Azur

M. MELE – C'est moi qui m'y colle.

M. le Président – M. MELE s’y colle logiquement.

M. MELE – Oui parce que Jean-Pierre MASCARELLI m’a dit que c’est un tout petit peu compliqué et pour quelqu’un qui n’a pas suivi le dossier, c’est vrai que c’est compliqué.

M. le Président – Un président du groupe majoritaire a dit ce matin : « Nous avons été trop subtils et trop intelligents ». De temps en temps, je pense que les élus doivent faire preuve de modestie. C’est Eric MELE qui s’y colle parce que finalement, Jean-Pierre MASCARELLI est trop subtil et trop intelligent pour le dossier.

M. MELE – Tout à fait. La Région a décidé de changer sa feuille de route en 2017 et a demandé aux différents parcs naturels régionaux de figer leurs cotisations. En PACA, il y a huit parcs naturels régionaux. Il faut savoir que les parcs à l’époque – les premiers ont plus de 40 ans d’âge – étaient un petit peu les EPCI de la ruralité. Certains s’occupaient des anneaux de port, des traitements des ordures ménagères, des stations d’épuration ou de l’eau. Cela avait été dévolu complètement aux parcs naturels régionaux dans la ruralité. Les EPCI étant nés, il y a eu un conflit entre ces différents parcs et ces différents enjeux. A partir de là, la Région, dans ces parcs, avait l’habitude de gérer des sommes extrêmement importantes et a commencé à demander à ces différents parcs de se mettre à un niveau qui était le leur exactement et de redonner aux EPCI leur capacité de gestion.

Nous sommes dans un cas un peu particulier parce que nous, le parc naturel régional, sommes nés après les EPCI. Nous avons donc établi une feuille de route de 2014 à 2019 qui allait monter en charge jusqu’à hauteur de 900 000 €. Aujourd’hui, la Région nous demandant de stabiliser notre cotisation à 900 000 €, cela ne nous a pas vraiment changé la vie. A partir de là, c’était assez simple pour nous.

Par contre, nous avons déjà, dans nos statuts, intégré les EPCI. Au départ, ces EPCI avaient une participation modeste. La Région portait la charge à 50 %, le Département à 35 %, l’EPCI à 5 % et les communes à 10 %. Lorsque Marc DAUNIS était président et que nous avons vu monter en charge les cotisations, nous avons demandé aux EPCI de basculer de 5 % à 10 % pour ne laisser aux communes que 5 %. L’année d’après, le Département s’est désisté de 10 %, donc il nous manquait encore un pourcentage. Nous avons demandé aux EPCI de prendre cette part départementale. Nous nous sommes donc retrouvés avec 50 % de la Région, 25 % du Département, 20 % des EPCI et 5 % des communes.

Il s’avère qu’en arrivant aujourd’hui à 900 000 €, donc en augmentant les cotisations, certaines EPCI comme la CCA et la CAPG, étant donné qu’ils sont dans des situations financières un peu délicates, n’ont pas souhaité augmenter cette cotisation parce qu’il y avait un affichage négatif qui les dérangeait vraiment et politiquement, cela devenait extrêmement difficile. Nous avons donc un delta de 18 000 €. Nous avons fait le choix de le ventiler sur les 47 communes. C’est pourquoi aujourd’hui, nous vous proposons que la Région garde ses 50 % de cotisation, le Département 25 %, les EPCI du coup se retrouvent à 18 % et les communes à 7 %, ce qui donne à l’agglomération Sophia Antipolis 23 171,74 €, un petit peu plus que l’année dernière parce que Courmes et l’ensemble du périmètre de Tourrettes-sur-Loup ont intégré le parc naturel régional.

Le dernier point, nous avons dû répartir les voix. Le tandem Région/Département ne voulant pas dépasser les 50 %, nous avons fait tout un travail de répartition des voix, et surtout, nous avons dopé les EPCI pour qu’ils se retrouvent non pas avec une voix par huit délégués mais deux voix. Cela veut dire qu’aujourd’hui, alors que l’année dernière nous avions le total Région/Département à 50 %, ce tandem-là ne représentera plus que 47,5 %.

Par contre, le tandem communes/EPCI représentera 52 %, sachant que communes et EPCI, ce sont toujours les communes. Cela donne un poids véritable au local, ce qui est extrêmement important pour nous.

Ce sont les différentes évolutions. Le seul petit point aussi, c'est que l'augmentation éventuelle de la cotisation chaque année se fera sur le coût de la vie, avec un maximum de 2 % vraisemblablement.

M. le Président – Vous avez compris que contrairement à ce que nous pouvions penser, la somme pour la communauté d'agglomération reste inchangée. Elle change en pourcentage et non pas en volume. Les communes se sont substituées, non pas à la défaillance mais aux difficultés des autres communautés d'agglomération de manière volontaire.

C'est donc une délibération que nous validons après que les communes aient accepté bien entendu ces modifications au sein du PNR. Je vous propose donc de l'adopter. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

HABITAT/LOGEMENT

35. Arrêt du programme local de l'habitat (PLH) 2020-2025

M. le Président – Nous passons à l'habitat-logement avec l'arrêt du programme local de l'habitat. Quand je dis l'arrêt, cela veut dire qu'il n'y a plus de programme de l'habitat, cela veut dire que le programme de l'habitat est arrêté et planifié pour l'année 2020 à 2025. Les documents sont disponibles ; ils comportent 500 pages.

Mme BLAZY – Je voudrais dire quelques mots. Pour le logement, c'est du cœur qu'il faut avoir.

M. le Président – Un peu d'argent aussi quand même...

Mme BLAZY – Et de l'argent. Notre troisième PLH sera notre feuille de route pour l'habitat et le logement pour les six années à venir. C'est donc dire l'importance de ce document. Mallory REVEAU va vous présenter ce projet de manière très synthétique. Comme vous l'avez dit, M. le Président, il comporte 500 pages. Nous n'allons pas faire toutes les pages ici. Mallory a préparé cela d'une manière extrêmement efficace.

Avant de lui laisser la parole, je voudrais vous rappeler que ce fut tout de même un long processus fait de rencontres avec les maires, de plusieurs ateliers, de commissions, de comités de pilotage, de comités techniques et de bureaux, tout cela pour le logement des seniors, des familles, des familles porteuses de handicaps, des logements intermédiaires mais aussi de l'accession sociale à la propriété, et bien entendu, des attributions.

Je voudrais remercier ici toutes les personnes qui ont participé à ces rencontres, les CCAS, les associations, les bailleurs, les services de l'Etat et Actions Logement. Tous nous ont aidés, grâce à leur expérience, à l'élaboration de ce troisième PLH. Non, il n'est pas vraiment arrêté, il redémarre rapidement.

M. le Président – Moi, je dis merci aux maires. Le logement social, c'est quelque chose de sensible. La communauté d'agglomération se targue de vouloir délibérer les choses à l'unanimité. Nous savons bien qu'il y a des lois et des règles imposées par la préfecture et les services de l'Etat sur les communes. Le fait d'avoir réussi ici à l'intérieur, je félicite Marguerite BLAZY et toute l'équipe.

Je félicite tous les maires d'avoir mis beaucoup de bonne volonté pour trouver cette ligne de partage entre nous sur un projet, tout en sachant que quelques maires parmi nous sont quelquefois sanctionnés, rappelés à l'ordre par les services de l'Etat alors qu'ils connaissent, pour des raisons telles que la montagne, l'inondabilité, la ruralité, un certain nombre de difficultés.

Merci à la CASA de montrer cette cohérence même dans des sujets de cœur. Quand il y a des sujets de cœur, généralement il y a aussi des sujets de haine. Merci d'avoir trouvé le chemin pour faire en sorte que nous présentons à l'unanimité des maires un programme local de l'habitat, ce qui dans le contexte dans lequel nous nous trouvons n'est pas une réussite que nous pouvons partager avec beaucoup d'autres communautés d'agglomération.

La présentation sera faite par Mallory REVEAU que nous félicitons globalement.

Mme REVEAU : Je vais vous présenter, en essayant d'être la plus synthétique possible car nous sommes en fin de séance, ce qu'est le PLH. C'est un programme local de l'habitat. Ce n'est pas un plan. C'est un document stratégique qui est composé d'un diagnostic, d'un document d'orientation et d'un programme d'action.

En préambule, je veux juste vous prévenir qu'au niveau de ce PLH, nous avons décidé, pour simplifier la lecture du territoire et les analyses statistiques, que les communes de la CASA soient classées en groupes de communes. C'est pour vous permettre de mieux comprendre tous les diagrammes et les tableaux qui vont vous être présentés. Il y a notamment le secteur Sophia et littoral. Le point commun, c'est la technopole. A cela, nous avons ajouté toutes les communes liées à la technopole mais également Villeneuve-Loubet qui accueille des entreprises de la technopole comme Amadeus mais également le pôle RN7.

Ensuite, nous avons dissocié les communes du Moyen Pays en deux secteurs : le secteur est et le secteur ouest puisqu'en termes de développement et d'accessibilité, nous savons que les communes de l'est qui sont Le Bar-sur-Loup, Châteauneuf et Opio sont tournées davantage sur Grasse et ont une dynamique particulière contrairement aux autres communes qui peuvent être parfois, en termes d'accessibilité, plutôt concernées par les secteurs de Vence et Cagnes-sur-Mer. Du coup, le dernier territoire est le secteur du Haut Pays qui est identique au précédent PLH car il y a une homogénéité des enjeux.

La CASA a connu une forte croissance démographique depuis quarante ans. Le rythme était deux fois supérieur à celui du département et de la région. Cependant, depuis les années 90, nous constatons un ralentissement, et même un coup d'arrêt entre 2009 et 2014, puisque le rythme est maintenant inférieur à celui du département et de la région PACA. Le taux de croissance sur la CASA est aujourd'hui de 0,02 % par an alors qu'au niveau du département, nous sommes à 0,08 % et au niveau de la région PACA 0,3 %. Nous avons effectivement un solde migratoire qui devient négatif. Ce ralentissement touche essentiellement les communes littorales alors que par exemple, sur les communes du Haut Pays, nous avons toujours une forte croissance démographique.

Concernant le marché locatif privé sur le territoire de la CASA, nous avons les données de l'Observatoire des loyers porté par l'ADIL 06. Le loyer moyen sur la CASA est de 13 € le mètre carré en 2016. Les loyers continuent à augmenter sur notre territoire. Nous constatons notamment une géographie marquée par les niveaux de loyers sur la CASA. C'est la carte que vous avez à droite. Sur toute la zone urbanisée, le loyer pratiqué est entre 13 et 16 € le mètre carré. Plus les superficies sont petites, plus les loyers sont élevés alors que dans le Haut Pays, nous allons être sur un loyer autour de 11,5 € le mètre carré.

Par contre, nous avons des typologies un peu homogènes comme la commune de Valbonne et la commune de Biot où nous avons peu de parcs locatifs privés. Toutefois, le loyer est assez identique, quelles que soient les superficies, autour de 13,5 et 14 € le mètre carré. Cela correspond effectivement à un besoin de logements intermédiaires pour les actifs sur la technopole.

Nous pouvons voir effectivement que nous avons une reprise de ce besoin, dans le diagramme en bas de cette diapositive, puisque nous avons de nouveau des investisseurs qui viennent développer le dispositif Pinel sur notre territoire car il y a un vrai besoin de loger les actifs. Certes, cela répond aux besoins d'une majorité de la population de la CASA sur la technopole. Toutefois, nous avons également une frange de la population qui a des besoins plus spécifiques et notamment du logement locatif social.

Sur le territoire de la CASA, il y a plus de 5 000 demandes qui sont actives au titre de l'année 2017. Vous avez les statistiques qui sont affichées. Il faut savoir qu'il y a 17 % de demandes de mutation ; c'est-à-dire que ce sont des personnes qui sont déjà logées dans le parc social mais qui demandent à changer de logement. Ce pourcentage est relativement faible comparé à l'échelle régionale.

Pour vous donner un ordre d'idées, sur l'année 2016, nous avons fait 964 attributions de logements locatifs sociaux. Cela représente 9,3 demandes pour une attribution alors qu'au niveau national, nous sommes sur quatre demandes sur une attribution. Vous voyez qu'il y a une forte tension. Cela se concrétise également puisque le taux de rotation est très faible.

Les profils des ménages, ce sont les mêmes que nous avons pu identifier dans le cadre du second PLH. Néanmoins, il faut préciser que nous avons le poids des seniors qui tend à augmenter. Si nous étions à moins de 20 % au cours du deuxième PLH, aujourd'hui plus de 21,9 % des demandeurs ont plus de 60 ans. Nous constatons qu'il y a effectivement de plus en plus de personnes de 80-85 ans qui demandent un logement locatif social.

Conscients de cet enjeu, les élus de la CASA ont effectivement œuvré pour essayer de développer cette gamme de produits de logements. Comme vous pouvez le voir sur le diagramme de droite, nous avons augmenté le parc locatif social de plus de 31 %. Aujourd'hui, nous avons en moyenne 8 500 logements locatifs sociaux livrés. Chaque année, les communes essayent de développer avec les différents opérateurs des gammes de produits. Nous avons actuellement à peu près 1 000 logements agréés sur la période 2016-2017. Nous sommes à peu près autour de 500 logements agréés chaque année pour compléter l'offre de logement.

Nous pouvons constater que la CASA a fait un développement de l'offre de logements. Toutefois, s'il existe une dynamique de construction, comme j'ai pu vous le présenter au tout début, il n'y a pas forcément une croissance démographique sur notre secteur. C'est particulièrement vrai sur le secteur Sophia et littoral. En effet, sur le diagramme que vous avez en bas à gauche, vous pouvez voir qu'il y a des agglomérations qui produisent beaucoup, davantage que notre secteur. Pour autant, nous n'avons pas augmenté la part de la population. Cela est notamment lié au fait que nous sommes toujours un secteur très attractif pour les résidences secondaires. Nous avons beaucoup de gens qui souhaitent acheter pour une résidence secondaire. Nous avons également des besoins endogènes au sein du territoire. Nous avons beaucoup de personnes qui décohabitent ou qui divorcent. Du coup, à population constante, nous avons du coup besoin de plus de logements.

C'est un atout mais malheureusement, c'est aussi un risque. Nous sommes un territoire – et nous l'avons bien vu au moment de faire le diagnostic foncier – qui est sous contrainte et vous le savez. Même si nous avons une dynamique forte de production de logement, cette croissance ne pourra pas être éternelle. Nous avons de nouvelles réglementations en matière d'élaboration du PLH. Effectivement, nous avons pu constater qu'il y avait de nombreuses contraintes sur nos territoires. C'est la difficulté à la fois de produire du logement alors que nous sommes en zone inondable. Vous savez ce qui s'est passé en 2015, notamment sur les communes de Vallauris et Biot. Nous avons également des communes qui sont concernées par les mouvements de terrain comme la commune de Tourrettes-sur-Loup.

Nous avons parallèlement une offre nouvelle de logements qui doit se réaliser non pas au détriment du confort des personnes non plus.

C'est la raison pour laquelle des précautions sont à prendre en termes de pollutions et de nuisances sonores. Tout est à prendre en considération. Nous pouvons constater que nous sommes sur un secteur avec des risques forts. Nous sommes dans les Alpes-Maritimes. Nous avons différentes contraintes. La préservation de la faune et la flore rend difficile aussi le développement de l'offre de logements.

Nous avons une synthèse rapide des constats qui sont faits au niveau de chaque territoire. Vous connaissez bien vos territoires, donc je ne reviendrai pas sur la difficulté que peut avoir le Haut Pays sur le vieillissement anticipé, mais également, sur le fait qu'il y a une forte croissance démographique avec l'arrivée de nouveaux ménages de plus en plus nombreux, qui viennent et qui s'éloignent du littoral.

Les enjeux qui ressortent de ce troisième PLH sont les suivants :

- calibrer la production neuve en accord avec les enjeux d'articulation habitat/transport/emploi ;
- mieux optimiser et valoriser le parc privé ;
- mieux répondre à la diversité des besoins des populations jeunes ;
- anticiper et accompagner les besoins des personnes âgées ;
- poursuivre l'amélioration des réponses aux populations les plus fragiles.

Fort de ce constat, nous avons donc travaillé avec les élus longuement sur des orientations et un scénario démographique à retenir. Il faut savoir que c'est un exercice obligatoire, très théorique. Nous avons pu voir par le passé que l'exercice qui avait été effectué au cours du deuxième PLH n'a pas atteint la croissance démographique que nous aurions pu imaginer.

Les élus ont longuement débattu sur les perspectives, notamment par rapport au schéma régional d'aménagement et de développement d'égalité des territoires. Si lui prévoyait un taux de croissance très fort, il nous semblait complètement déconnecté des phénomènes qui sont à l'œuvre sur le territoire. C'est pour cela que nous avons proposé de maintenir le taux de croissance qui avait été constaté sur la période 2009-2014, en partant sur une croissance démographique de 0,02 % par an. Cet objectif va nous permettre ainsi de prévoir la production annuelle de 1 086 logements. Cela reste évidemment en cohérence avec ce qui s'est fait les années passées.

Qui dit production de logements, dit le PLH doit fixer des objectifs, notamment des objectifs de logements locatifs sociaux. Maintenant, nous parlerons davantage des objectifs dits SRU puisque depuis la loi Elan, nous avons la possibilité de comptabiliser certains logements en accession sociale à la propriété dans les logements SRU.

Les élus ont proposé de produire annuellement 590 logements dits SRU. Cette répartition a été faite en accord avec chaque commune. Nous avons dissocié les différentes gammes de produits, notamment les logements locatifs sociaux neufs, l'acquisition-amélioration, la part en accession sociale et également la part au niveau de l'ANAH qui concernera toute la rénovation du parc privé. Nous avons un objectif important ANAH sur la ville de Vallauris parce qu'il y a des enjeux, notamment de réhabilitation du parc privé.

S'agissant de la production de logement locatif social, la clé de répartition en PLUS, PLAI, PLS a légèrement évolué entre le deuxième et le troisième PLH. Nous proposons dorénavant de faire entre 25 à 35 % de PLAI, 60 à 70 % de PLUS ou 0 à 15 % de PLS.

Concernant l'accession sociale à la propriété, nous avons relevé légèrement les plafonds de vente pour nous permettre d'accélérer l'offre puisque nous proposons de faire 102 PSLA par an. Nous serions sur une offre comprise autour de 3 200 € TTC parking compris. Ce serait un prix moyen et non plus un prix plafond.

En accession encadrée à la propriété – attention, celle-ci n'est pas éligible à la loi SRU alors que c'est un vrai besoin sur notre territoire –, nous serions sur un objectif de 100 logements autour de 3 600 € TTC parking compris.

Sur les programmes d'action, nous avons défini trois grandes orientations, mobilisé toutes les ressources pour satisfaire les besoins en logement.

La fiche-action 1 propose d'accompagner les communes dans l'urbanisme opérationnel. Là, il s'agira toujours d'accompagner les communes dans la réalisation d'études de capacité et de faisabilité et d'accompagner les communes dans le lancement d'appels à manifestation d'intérêt, que ce soit par la CASA ou par les SPL puisque nous avons des SPL qui sont des outils indispensables d'accompagnement des communes.

La fiche-action 2 conforte le rôle de la maîtrise publique en faveur du foncier. Il s'agit de poursuivre le partenariat avec l'établissement public foncier. Nous proposons également d'adhérer à l'organisme foncier solidaire qui développe le bail réel solidaire qui est un nouveau dispositif d'accession sociale à la propriété.

La fiche-action 3 contribue à la reconquête du centre-ville de Vallauris. Il s'agit là de diversifier l'offre d'habitat permettant d'amorcer une mutation du profil socioéconomique des habitants et de rénover le parc immobilier privé pour lutter contre les marchands de sommeil.

Concernant la fiche-action 4 qui propose un accompagnement sur la lutte contre l'habitat indigne, nous serons sur la capitalisation et la mutualisation des bonnes pratiques pour soutenir les communes dans la lutte contre l'habitat indigne.

Je passe sur la fiche-action 6 qui est purement technique.

La fiche-action 7 concerne l'offre de logement locative sociale – nous en avons déjà parlé tout à l'heure – et également le logement intermédiaire.

La fiche-action 8, également technique, porte sur la délégation des aides à la pierre, l'objectif étant de garder le rôle de chef de file.

Concernant la fiche-action 9 sur l'accession sociale à la propriété, nous en avons parlé, il s'agit vraiment d'augmenter l'offre de logements.

La fiche-action 10 est plutôt axée sur la labellisation, l'importance en termes d'accession des scoring, des huissiers, des clauses anti-spéculatives pour que nous puissions toujours avoir ces éléments de garantie des produits sur notre territoire.

La fiche action 11 concerne le développement de l'offre intermédiaire, notamment sa typologie et sa localisation. Il s'agit également de capter les candidats potentiels en proposant des services adaptés.

Les fiches-actions 12, 13, 14, 15 et 16 concernent tous les publics spécifiques. Nous avons proposé des actions vis-à-vis des seniors, des jeunes et également des personnes handicapées. Nous y avons mis un accent important parce que nous savons que le handicap n'est pas seulement moteur mais il y a également des problèmes auditifs, visuels mais aussi des troubles psychiques qu'il faut savoir gérer.

Il ne faut pas non plus oublier les gens du voyage. Nous sommes compétents en la matière, comme il a été dit précédemment, depuis janvier 2017. Il s'agira de mettre des actions à la fois sur les gens du voyage de passage et les sédentaires.

Les deux dernières fiches-actions sont assez récurrentes. Ce sont des fiches-actions sur la gouvernance et sur les outils d'observation.

Mme MURATORE – Le PLH qui nous est présenté aujourd'hui comporte certaines améliorations mais pas au niveau des enjeux du logement sur la CASA et du respect a minima des 20 % – je ne parle pas des 25 % – de logements sociaux. Le constat est intéressant mais ce PLH n'apporte pas de réponses suffisantes aux éléments de ce constat.

De plus, ce PLH nous est présenté alors que le SCoT de la CASA est en cours d'élaboration et les PLU des communes, tout au moins Antibes, sont pratiquement bouclés, de même pour le PDU, lui aussi en cours de révision, ces documents devant être intégrés dans la réflexion du PLH. A noter que plusieurs ateliers ont été organisés mais jamais les élus minoritaires et membres de la commission « habitat » de la CASA n'ont été invités.

Je ne reprendrais que quelques points. Les logements vacants sont au nombre de 3 600 depuis plus d'un an. Un accompagnement des propriétaires qui remettent sur le marché leurs logements est indispensable. Le bail intermédiaire ou la location par un organisme d'intermédiation tel Agis 06 peut apporter des garanties, tant du paiement du loyer que du maintien de leur logement en bon état. Une bonne information des propriétaires serait nécessaire et permettrait de débloquer un certain nombre de logements.

De la même manière, il y a sur le territoire de la CASA un nombre conséquent de bureaux vides, 30 000 m² sur Sophia. La transformation en logement devrait être favorisée, et ainsi, augmenter le parc de logements sociaux sans pour autant urbaniser toujours plus les quelques zones vertes restantes.

Le constat est fait d'un montant de loyer trop élevé. C'est net dans le parc locatif social et encore plus dans le parc privé. 25 % des familles dites pauvres sont logées dans le parc privé. 63 % des ménages logés dans le parc privé ont des ressources inférieures au niveau PLUS et 62 % en dessous du niveau PLAI. Il est indiqué une inadéquation entre l'offre et la demande, donc entre l'offre et les ressources des familles. Il manque des PLAI. Malgré la volonté de diminuer le nombre de logements PLS, nous constatons que sur la période, il a été proposé 28 % de logements PLS alors que les objectifs étaient seulement de 15 %, objectifs qui sont maintenus dans ce nouveau PLH.

S'agissant de la taille des logements, il est dit qu'il y a beaucoup de T4 et peu de demandes. Or, il est connu qu'il y a peu de grands logements. Aussi, personne n'en demande. Nous voyons tous les jours des personnes qui renoncent à demander un logement social car elles disent qu'il n'y a pas de grand logement T4 a minima.

Le problème des jeunes, les plus bas revenus ont le plus de difficultés à se loger. Les logements « étudiants », essentiellement sur la technopole, ont aussi des loyers trop élevés. Des colocations jeunes/personnes âgées sont possibles, intéressantes et devaient être promues par la CASA. Il est aussi possible de prévoir, dans une résidence, des jeunes et des personnes âgées avec des services communs.

En termes de rénovation énergétique, 234 logements devraient être rénovés en urgence mais c'est au total 1 614 logements qui sont à rénover. Les locataires supportent des frais énergétiques importants par rapport à leurs ressources ou ne se chauffent pas.

La non-atteinte des objectifs en termes d'accession sociale à la propriété et accession encadrée, dispositif qui permet pourtant une stabilisation des ménages dans leur logement et une rotation avec les logements sociaux. Les PLUI des communes de la CASA, qui sont en révision pour certaines, devraient intégrer cette obligation dans leur programme, comme pour les logements sociaux.

En ce qui concerne le logement intermédiaire, les loyers sont très souvent équivalents avec le parc privé. Les personnes préfèrent alors choisir le parc privé pour leur lieu de résidence.

Le dispositif Le Logement d'abord est un dispositif très intéressant qui ne doit pas se substituer mais venir en complément des autres dispositifs d'appui aux personnes en très grande difficulté, sans-abris ou mal-logés. 25 % d'usufruit locatif social, c'est beaucoup trop pour nous. Ce dispositif est surtout à l'avantage des promoteurs et pas vraiment de la collectivité.

Nous notons positivement que vous proposez d'encadrer la vente de logements sociaux. Ces ventes diminuent le parc social, mais aussi très souvent, les ménages acquéreurs ont des difficultés financières pour assurer l'entretien du bâtiment qui est très ancien.

En ce qui concerne le logement des personnes handicapées, l'article 18 de la loi Elan est cité mais la CASA pourrait demander aux bailleurs sociaux de prévoir malgré tout plus que le quota de 20 % de logements immédiatement accessibles aux personnes handicapées pour mieux répondre à leurs besoins.

Le budget destiné au foncier dans ce plan nous paraît dérisoire. Puis, un autre point est relevé. Dans le cadre du lien entre logement et mode de déplacement, il est question d'une gare TGV au Fugueiret. Cette question n'a pas été actualisée. Disposez-vous d'informations de la part de SNCF Réseau ?

Pour nous, si ce PLH présente un certain nombre de points positifs, nous nous abstenons. Nous serons très vigilants à sa mise en œuvre et à voir les réponses réellement apportées à nos remarques.

M. le Président – Merci, Mme MURATORE. Je pars par la conclusion, c'est toujours plus facile. Le fait que vous vous absteniez est un indice très significatif pour nous tous. Dans ma vie politique, on m'a appris qu'il y avait des abstentions négatives et des abstentions positives et constructives. Ainsi, je prends cela comme une abstention constructive, et surtout, tenant compte du fait que nous sommes en train de faire de la construction de logements sociaux.

Je rappelle simplement que le SCoT et le PDU peuvent être en révision à un endroit ou à un autre. Cependant, la révision du SCoT de la communauté d'agglomération concerne le canton de Coursegoules qui n'est pas destiné à recevoir beaucoup de logements sociaux. C'est un euphémisme, je le dis au passage. Il n'y en aura pas parce que ce sont des villages et qui sont très largement au-dessous de 3 500 habitants.

Faire un PLH, comme l'a très bien dit Mme BLAZY et comme l'a très bien montré Mallory REVEAU, c'est que c'est un dossier complexe. Le premier interlocuteur que nous avons, c'est le représentant du gouvernement, c'est-à-dire le préfet. Le préfet valide ce que nous venons de voir. Cela veut dire que le gouvernement, qui est plutôt de votre sensibilité que de la mienne, est en train de valider quelque chose qui a été voté, en tout cas lorsque votre sensibilité était au pouvoir, et qui faisait qu'il fallait avoir 25 % de logements sociaux.

Le préfet, très intelligemment, a considéré que nous faisons des efforts louables et équilibrés et que les objectifs de 590 logements étaient à la fois réalistes et louables. Cette validation vaut à mes yeux validation de la loi et validation des objectifs qualitatifs.

Vous parliez de logements vacants et de bureaux vacants. Les logements vacants, nous continuons à considérer qu'il y a beaucoup de résidences secondaires dans notre territoire. C'est un territoire attractif. C'est un territoire touristique. Il est un petit peu compliqué d'obliger des propriétaires, à qui nous avons pratiquement enlevé tous les droits, de louer leurs appartements à des prix inférieurs.

Même s'il y a un certain nombre de mesures qui garantissent les loyers, cela ne garantit pas la situation dans laquelle ils récupèrent leur appartement. J'ai en permanence des gens qui m'écrivent – et je suppose que vous aussi – et qui disent qu'ils ne loueraient plus jamais leur appartement parce qu'ils l'ont retrouvé dans un état déplorable et que six mois après, il y ait eu une tentative d'expulsion.

Compte tenu de l'hiver, comme tenu des difficultés, ils se sont retrouvés dans une situation dans laquelle ils préfèrent ne plus le louer plutôt que de se trouver devant des difficultés juridiques qui, parfois pour des personnes âgées, apparaissent totalement insurmontables.

En ce qui concerne les bureaux vacants, nous sommes en cours de réhabilitation des bureaux. Votre idée nous a aussi traversé l'esprit. Puisque nous voulons créer du logement à l'intérieur de Sophia Antipolis pour éviter des mouvements pendulaires, c'est intelligent aussi de réfléchir à ces éléments-là. Sauf que ce parc ancien bénéficie aussi de deux choses, d'abord de gens qui sont capables de le rénover et un certain nombre de sociétés se sont mises en marche pour faire en sorte que ces locaux soient réhabilités et attractifs.

Le deuxième point, c'est que les trois dernières années, ce sont près de 80 000 m² supplémentaires qui ont été loués. Sauf à se mettre à rebâtir des bureaux, nous allons avoir de la difficulté à transformer en maisons, pour ne plus avoir assez d'espace pour faire des bureaux. Or, vous savez que c'est plus facile de reconvertir un bureau ancien en bureau neuf que de transformer des bureaux anciens en logements. Ce ne sont pas du tout les mêmes surfaces, les mêmes prospects, les mêmes organisations. Pourquoi pas mais honnêtement, le fait qu'il y ait la validation et une réflexion positive à la fois sur Biot, sur Antibes, sur Valbonne de logements supplémentaires sur ce périmètre me paraît plus efficace que le fait d'essayer de réhabiliter des bureaux de Sophia Antipolis.

A propos de la vente locative sociale, il faut bien que nous divergions de temps en temps. Nous sommes très pour. Nous pensons que cela fait partie du parcours résidentiel. Vous l'avez vu, chaque fois que nous faisons de la vente locative sociale, nous libérons du locatif social et nous permettons à des gens de devenir propriétaires dans des conditions qui ne seraient pas accessibles à ces personnes qui sont modestes et qui commencent dans la vie. Ce sont des primo-accédants. Cette situation – je crois que vous avez tort – ne bénéficie pas aux promoteurs. C'est quelque chose que nous leur imposons. Si nous les laissions faire tranquillement, ils seraient tout à fait d'accord pour ne faire que du logement libre.

Nous pourrions mettre des objectifs doublés. Si nous voulions faire du 25 %, il faudrait mettre 1 800 logements. Est-ce intéressant de faire des logements, de faire des PLH dont nous savons que nous n'allons pas les réaliser ? Il vaut mieux avoir une vision réaliste qui correspond qualitativement – parce que c'est un élément important pour les personnes qui habitent dans notre communauté d'agglomération – plutôt que de fixer des objectifs, puis de ne jamais les réaliser. Honnêtement, personne ne pense une seconde, même si l'on nous mettait des pénalités invraisemblables, que nous serions capables de faire 1 800 logements dans le cadre de trois ans de PLH. Si un maire le faisait, sa population viendrait en réaction pour lui dire que ce n'est pas raisonnable.

Assimiler une population, faire qu'elle s'approprie les espaces, faire que les villes se transforment et en particulier les villes littorales, notamment Antibes, cela nécessite un effort considérable dans ce domaine. Nous avons réussi à faire en sorte de ne pas créer de ghettos. Nous n'avons pas créé des situations faites un peu à la hache et à la hussarde dans des années où, au passage, ce n'étaient pas les maires qui délivraient les permis de construire mais c'étaient les préfets. Ensuite, nous sommes obligés de gérer des tours, avec un habitat presque exclusivement de la même origine et dans les mêmes difficultés. Cela aboutit finalement à détruire quelques années après à grands frais ce qui a été construit à la va-vite.

Nous avançons progressivement dans cet équilibre. Je pense que le PLH qui présenté aujourd'hui, et qui a reçu l'accord des services de l'Etat, est conforme à une vision équilibrée et réaliste des progressions d'habitat sur notre territoire.

Au passage, nous avons beaucoup construit sur Antibes. Certains nous le reprochent d'ailleurs. Nous nous rendons compte que nous avons le même nombre d'habitants. Les besoins sont différents. Nous avons connu une génération, notamment celle qui précédait la mienne, où trois générations vivaient sous le même toit. Aujourd'hui, c'est fini.

On ne vit pas sous le même toit, d'une part parce que l'habitat ne correspond pas à ces possibilités, et d'autre part, l'évolution sociétale est telle que cela ne se produit pas de cette façon parce que nous permettons de maintenir au domicile les personnes âgées.

Puis, on peut le regretter. On peut difficilement l'interdire. Le divorce touche presque 40 % de la population. Quand il y a des enfants, ils se les répartissent. Cela fait peut-être la joie des avocats mais en tout cas, la répartition se fait entre les deux foyers. Finalement, vivre à deux avec trois enfants dans une même maison, c'est pareil que de vivre isolé ou avec un autre conjoint, avec des enfants répartis ; si bien que nous sommes tout étonnés de voir que la ville d'Antibes est toujours à 78 000 habitants, avec 3 000 logements supplémentaires créés alors qu'il n'y a pas eu d'apport de population. C'est une simple différence de mode de vie. C'est important à considérer.

L'étude qualitative qui a été effectuée par la communauté d'agglomération est aussi très intéressante. Cela veut dire qu'il y a un certain nombre de personnes âgées. J'espère que nous ne toucherons pas à leur pension de réversion parce que déjà, elles sont avec brutalité obligées de quitter le domicile qu'elles louaient antérieurement lorsqu'elles ne sont pas devenues propriétaires. Je pense que les personnes âgées isolées représentent plus de 30 %, soit le tiers des demandes de logements sociaux. Permettez-moi de penser que ceux-là doivent être traités en priorité.

C'est un objectif que nous nous sommes fixé en essayant de faire en sorte que les étudiants, avec un accès financier plus facile, se trouvent plutôt dans l'axe du bus tram qui va à Sophia Antipolis, ce qui est logique, et qu'en revanche, les personnes âgées se trouvent par exemple dans les zones piétonnes de Marenda-Lacan.

Ce PLH est très fin, avec des éléments quantitatifs et des objectifs. Il laisse la liberté à chaque maire d'avancer à la fois sur les attributions et la vision qu'il a de l'évolution de sa commune.

J'espère vous avoir convaincue mais je vous avais déjà convaincue à moitié puisque vous vous abstenez.

Mme MURATORE – Il y a une confusion. Je n'ai peut-être pas été très claire. Ce n'est pas sur l'accession sociale à la propriété ou sur l'accession encadrée. Au contraire puisque je suggère même dans mon intervention que cela fasse partie d'un élément du PLU. De la même manière qu'il y a un pourcentage de logements sociaux dans les PLU, il pourrait y avoir un pourcentage exigé d'accession sociale.

M. le Président – C'est fait. Regardez sur Marenda-Lacan, cela existe.

Mme MURATORE – Oui mais ce n'est pas inclus dans le PLU d'Antibes.

M. le Président – Faites la demande demain, je l'accepterai.

Mme MURATORE – Nous pouvons l'ajouter puisque nous sommes encore dans la phase de l'enquête publique. Dans le PLU de la ville, nous pouvons ajouter un pourcentage d'accession sociale à la propriété. Par contre, là où je suis très réticente, c'est sur l'usufruit locatif social. Ne confondons pas.

Mme MOITRY – Je voulais simplement remercier Maggie et remercier Mallory pour l'exposé brillant et exhaustif qu'elle nous a fait, puis rejoindre M. LEONETTI pour l'étude qualitative et très fine. Je pense que Mme la Maire de Vallauris et moi, nous sommes toujours en butte à toutes sortes de problèmes. Là, il y a vraiment un travail énorme qui a été fait.

Je voudrais simplement ajouter une petite chose mais c'est tout à fait à côté. En ce qui concerne la cohabitation intergénérationnelle, c'est difficile pour nous. Par contre, c'est très bien fait par une association qui est venue nous voir au CCAS, qui s'appelle Toit en tandem. Nous avons vu des personnes très intéressées par cela, des jeunes qui aident des personnes âgées dans leur vie quotidienne et cela fonctionne bien. C'est tout ce que je voulais ajouter. Merci encore.

M. le Président – Très bien. Nous allons essayer, Mme MOITRY, de faire en sorte, pour la ville de Vallauris que nous ne commettions pas aujourd'hui les mêmes erreurs que par le passé, qui amènent à des situations de tension et de difficulté.

Mme BLAZY – L'usufruit, cela vient toujours en plus mais pas en moins ou à la place de. Par exemple, sur Antibes, nous pouvons faire du logement social à partir de 1 000 m² de construction. Quand un promoteur vient, il n'a pas à faire de logement social. Toutefois, il nous propose d'en faire vingt en usufruit. Nous avons eu cela il n'y a pas longtemps en commission « habitat ». Là, on dit : bingo ! Cela veut dire que soit nous n'en avons pas du tout, soit nous en avons vingt mais pour quinze ans. Ecoutez, moi, je suis d'accord.

M. le Président – Surtout compte tenu de l'urgence sociale qui existe dans notre pays.

Mme BLAZY – Surtout que c'est toujours dans des endroits extrêmement prestigieux. En l'occurrence, le projet dont je parle est à côté du port Vauban.

M. le Président – Marenda-Lacan, il y a 40 % de logements sociaux et 15 % d'accession à la propriété. Celui qui a un logement social en plein cœur du projet Marenda-Lacan, il me semble qu'il est respecté. Celui qui achète un appartement en accession à la propriété, garage compris, à 3 200 € le mètre carré, je pense qu'il trouve un petit bénéfice à la stratégie que nous développons sur le territoire de la CASA, en particulier sur la ville d'Antibes.

Mme BLAZY – Excusez-moi, l'usufruit est de dix-huit ans.

M. le Président – Nous passons au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à la majorité (1 abstention de Madame MURATORE).*

36. Sophia Antipolis Habitat – Rapport annuel 2017 des administrateurs à la communauté d'agglomération Sophia Antipolis

M. le Président – Je ne veux pas m'énerver mais je vous dis que le gouvernement ferait bien de reculer sur une chose, c'est sur cette vision de suppression des SEM locales. Je pense qu'à force de vouloir tout concentrer, tout centraliser, on finit par perdre la proximité. Sophia Antipolis Habitat le produit d'une fusion entre deux SEM qui existaient sur Antibes et Vallauris. Elle répond justement à ces critères de qualité, de proximité.

Le jour où le logement social sera géré par Bercy, je vous garantis que compte tenu des atteintes qui viennent de se produire sur l'ensemble du logement social par le gouvernement... Je ne les rappellerais pas : la TVA, les 5 € sur l'APL, la diminution des aides de l'Etat... Dernièrement, Marguerite BLAZY m'a montré une action de logements sociaux dans laquelle la communauté d'agglomération était à hauteur de 3 millions à 4 millions et dans laquelle l'Etat octroyait une subvention de moins de 600 000 €. Il y a un moment où le désengagement de l'Etat dans ce domaine va faire en sorte que si nous voulions plus de lisibilité dans ce pays et plus de démocratie, il faudrait que celui qui paie décide ; que ce ne soit pas celui qui ne paie rien qui décide et qui paie de moins en moins en se déchargeant sur les collectivités territoriales qui, au passage je le rappelle, ont payé 11 milliards dans le précédent gouvernement, qui sont prêts à payer 13 milliards dans ce gouvernement et qui, après avoir payé 24 milliards, constatent que l'Etat présente 44 milliards de déficit en plus alors que les collectivités dans leur ensemble représentent moins de 10 % de la dette du pays ?

Je le dis parce que cela m'énerve. Il faut que nous le sachions. Je défendrai, avec vous tous, Sophia Antipolis Habitat qui est une SEM très utile parce qu'elle a les dimensions voulues et une bonne gestion.

Mme BLAZY – Je ne vais pas ajouter grand-chose, sauf que c'est Noël. Je voudrais dire que demain, nous allons livrer l'Orée du parc à Villeneuve-Loubet. Je trouve que c'est bien.

M. le Président – C'est Noël pour Villeneuve-Loubet.

Mme BLAZY – Cela va être un beau cadeau pour plusieurs personnes.

M. le Président – Je félicite Lionnel LUCA qui, dans ce contexte, essaye de préserver sa commune et d'avancer dans la solidarité. C'est important que nous ayons tous cette même vision de protection de nos villes pour l'avenir et de mise à disposition d'un parc social équilibré.

Les administrateurs, dans ce cadre, ne prennent pas part au vote du rapport, à savoir Roger CRESP, Michelle SALUCKI, Jean Pierre MAURIN, Marie-Claude MOITRY et Marguerite BLAZY. Si vous êtes administrateurs, vous ne votez pas. Par contre, les autres vont voter. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

- *Délibération adoptée à l'unanimité.*

M. le Président – Je vous remercie, pour Noël, de cette belle unanimité. Je souhaite un joyeux Noël à tous.

La secrétaire de séance

Déborah MINEI



AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 11/02/2019
Numéro : CC_2019_001
Nature : DE - Deliberations
Objet : Procès verbal du Conseil du 17 décembre 2018
Matière : 5.2 - Fonctionnement des assemblées

Interlocuteur

Nom : LE GRATIET Véronique

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : 2y0P705

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 21/02/2019
Identifiant : 006-240600585-20190211-CC_2019_001-DE

Acte reçu

Date : 11/02/2019
Numéro interne : CC_2019_001
Code nature : 1
Code matière 1 : 5
Code matière 2 : 2
Objet : Procès verbal du Conseil du 17 décembre 2018
Classification utilisée : 28/11/2018
Document : 99_DE-006-240600585-20190211-CC_2019_001-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 1
99_DE-006-240600585-20190211-CC_2019_001-DE-1-1_2.PDF

N